

Introduction.— Évaluer le retentissement éventuel de la plainte alléguée de mémoire ou de concentration au regard des conditions de travail perçues.

Méthodes.— Enquête transversale, en 2011, au cabinet médical pendant une semaine, au moyen d'un questionnaire anonyme comportant deux échelles visuelles analogiques.

Résultats.— L'échantillon (2029 salariés) était constitué de 52 % d'hommes, d'âge moyen de 37 ans. Les employés et les cadres étaient les plus nombreux. Les salariés travaillaient surtout dans les entreprises de services. Plus des deux tiers alléguaient des difficultés de concentration et plus des trois quarts des troubles de mémoire et des oublis. Cela les préoccupait et ils étaient un tiers à estimer que cela retentissait sur leur travail. Les salariés stressés dans la vie professionnelle étaient 16 %, dans la vie privée 11 %. Nous avons effectué des régressions logistiques avec comme variable dépendante le retentissement des difficultés de concentration ou de mémoire sur le travail. L'âge supérieur ou égal à 50 ans apparaît protecteur. Les facteurs péjoratifs sont « être stressé dans la vie privée », le « niveau d'études technique ou supérieur », « estimer avoir trop de tâches en même temps », « être insatisfait du travail actuel ».

Discussion/conclusion.— Dans cet échantillon, représentatif du secteur privé d'Île-de-France, la prévalence des troubles allégués de concentration ou de mémoire retrouvée dans notre étude est supérieure à celle de la population générale. Nous avons retrouvé un lien entre les troubles de la concentration et l'ambiance de travail bruyante, ce qui semble devoir orienter la prévention vers une réduction du bruit.

<http://dx.doi.org/10.1016/j.respe.2012.06.369>

P12-16

Du bon usage de la messagerie électronique professionnelle chez les salariés en Île-de-France

P. Manillier, J. Alcouffe, P. Fau-Prudhomot, C. Leroy, V. Mora, M.-L. Sanchez-Bréchet

Association interprofessionnelle des centres médicaux et sociaux de santé au travail (ACMS), Suresnes, France

Introduction.— Évaluer le volume de courriels reçus et envoyés, les délais et moyens utilisés, l'existence d'une formation et de règles d'utilisation de la messagerie électronique, le vécu professionnel et l'état psycho-émotionnel des utilisateurs.

Méthodes.— Enquête par questionnaire, appliqué aux utilisateurs réguliers d'une messagerie électronique professionnelle, au cabinet médical en mars 2011. Le questionnaire comportait une évaluation du stress perçu au moyen d'une échelle visuelle analogique et de l'état psycho-émotionnel (Hospital Anxiety and Depression scale).

Résultats.— L'échantillon (1381 questionnaires exploités) est constitué de 53 % d'hommes, âge moyen 40 ans, 61 % de cadres. En moyenne, quotidiennement, 24 courriels reçus et 26 rédigés. Un quart des utilisateurs jugeaient insuffisants les délais pour agir ou répondre aux courriels. Seuls 18 % avaient bénéficié d'une formation à l'utilisation de la messagerie. L'échantillon comprend 13 % de « stressés ». L'existence d'une symptomatologie anxio-dépressive est retrouvée chez 23 % des utilisateurs.

Discussion/conclusion.— Plus que le volume de courriels envoyés ou reçus c'est le manque de temps pour les traiter et les interruptions qu'ils provoquent dans les activités programmées, qui semblent les plus préjudiciables. Bien que la messagerie ait modifié les relations inter-personnelles dans l'entreprise, l'influence de la position socio-professionnelle persiste dans l'état psycho-émotionnel des utilisateurs (agents de maîtrise et employés). La prévention du mal-être des utilisateurs passe par la formation aux fonctionnalités de l'outil et par une action sur l'organisation du travail : effectuer une juste évaluation de la charge de travail afin d'allouer un temps suffisant pour traiter et rédiger les courriels, limiter les interruptions intempestives du travail.

<http://dx.doi.org/10.1016/j.respe.2012.06.370>

P12-17

Les accidents de travail dans le bâtiment et les travaux publics (BTP) : analyse du fichier régional de la caisse d'assurance

M. Taleb^a, B. Beghdadli^b, O. Ghomari^b, A.B. Kandouci^b

^a Service d'épidémiologie et de médecine préventive, université de Sidi Bel Abbes, Algérie

^b Laboratoire de recherche en environnement et santé, université de Sidi Bel Abbes, Algérie

Introduction.— À partir de l'exploration du fichier régional des accidents de travail (AT) de la caisse des assurances de l'Ouest algérien, les facteurs contributifs des AT ont été identifiés au sein des entreprises déclarantes du secteur du BTP.

Méthodes.— L'objectif était d'évaluer les facteurs contributifs d'accidents de travail dans le secteur du BTP. Enquête transversale, les données sont recueillies à partir des données relatives aux entreprises déclarantes d'accidents auprès de la caisse des assurances, période 2000–2006.

Résultats.— L'enquête a concerné 1627 victimes d'accidents déclarés par les entreprises du BTP. Une analyse des caractéristiques des victimes d'accidents et des éléments matériels ayant encourus à la genèse des accidents a permis de visualiser les anomalies organisationnelles dans les lieux de travail. Les données montrent que les entreprises de moins de 50 salariés sont les plus exposées, et représentent 43 % de l'ensemble des entreprises de la région. L'indice de fréquence moyen calculé sur toute la période est de 47,4 accidents/1000 salariés et représente le double des accidents enregistrés dans le pays. Un index de prévention de 1,5 classes met au premier rang le BTP en termes de risque d'accident de travail.

Discussion/conclusion.— Différents facteurs augmentent la vulnérabilité des entreprises dans le secteur du BTP, l'identification des conditions de travail des salariés en tenant compte des spécificités de ce secteur, doit permettre de développer des programmes d'actions en faveur de ce secteur tant au plan individuel qu'au plan collectif.

<http://dx.doi.org/10.1016/j.respe.2012.06.371>

P12-18

Absentéisme pour douleurs lombaires au sein d'une cohorte de jeunes travailleurs en Belgique

A. Van Nieuwenhuyse^{a,b}, A. Burdorf^c, G. Crombez^d, G. Verbeke^e, P. Mairiaux^f, G. Moens^{b,g}, Belgian Cohort Study on Low Back Pain (BelCoBack) Study Group

^a Department of Public Health and Surveillance, Scientific Institute of Public Health, Brussels, Belgique

^b Katholieke Universiteit Leuven, Department of Public Health, Section of Occupational, Environmental and Insurance Medicine, Leuven, Belgique

^c Department of Public Health, Erasmus MC, University Medical Center Rotterdam, Rotterdam, Pays-Bas

^d Department of Psychology, University of Ghent, Ghent, Belgique

^e Department of Public Health, Biostatistical Centre, Katholieke Universiteit Leuven, Leuven, Belgique

^f Occupational Health and Health Education Unit, Department of Public Health, University of Liege, Liège, Belgique

^g External Service for Prevention and Protection at Work IDEWE, Leuven, Belgique

Introduction.— Cette étude vise à examiner les facteurs de risque liés à l'absentéisme pour troubles lombaires parmi des travailleurs jeunes et initialement indemnes de douleurs.

Méthodes.— L'étude Belgian Cohort Study on Low Back Pain (BelCoBack) portait sur 716 jeunes travailleurs des soins de santé ou de la distribution sans antécédents ou avec des antécédents minimaux de troubles lombaires dans l'année précédant l'étude. L'effet de potentiels facteurs de risques (physiques, individuels et psychosociaux) au départ de l'étude, sur l'occurrence d'absentéisme pour douleurs lombaires l'année suivante a été évalué au moyen d'une régression de Cox avec une période de risque constant.

Résultats.— L'année suivante, 42 travailleurs (6,0 %, 95 %CI : 4,1–7,6) ont rapporté un absentéisme suite à des douleurs lombaires, représentant un total de 696 jours, soit 12 % du nombre de jours d'absentéisme de la cohorte pour toutes causes confondues. Le « skill discretion » soit l'éventail des compétences exploitables dans le travail (RR 6,08 ; 95 %CI : 1,42–26,07) et l'obésité (RR 3,84 ; 95 %CI : 1,37–8,48) se sont avérés être prédictifs pour l'occurrence de